

COLL. 8°  
468  
1954-1à6



BIBLIOTHEQUE FNSP



1 065 464

000 1147757

Coll. 8°

468  
1954-2

PARTI RÉPUBLICAIN  
RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE



# LE PLAN D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE DIX-HUIT MOIS

UN EXPOSÉ  
D'EDGAR FAURE

*Ministre des Finances  
et des Affaires Economiques*

Coll 8° 468/1954-2

1954

ETABLISSEMENTS MOULLOT FILS AINÉ  
22, 24, Avenue du Prado  
MARSEILLE

prés Extraordinaire - 11-13 mars 1954 - Paris ]



122322



**LE PLAN  
D'EXPANSION ÉCONOMIQUE  
DE DIX-HUIT MOIS**

---

**UN EXPOSÉ  
D'EDGAR FAURE**

*Ministre des Finances  
et des Affaires Economiques*





*« On ne peut tout faire à la fois ; au système des avalanches je préfère celui des étapes. »*

Joseph CAILLAUX.

*Edgar Faure assume depuis le mois de juillet 1953, la responsabilité des Finances et des Affaires économiques.*

*Son poste est à la fois un poste d'observation et de commandement. Chargé de résoudre les problèmes que pose le redressement économique de notre pays, il affirme qu'une bonne gestion n'est pas suffisante, et qu'il faut proposer à l'opinion un programme général d'expansion et de hausse du niveau de vie.*

*Ce programme, il lui a donné une durée et un nom : le plan de dix-huit mois.*

*En publiant l'exposé où il a développé son plan, nous voulons permettre à ceux que préoccupe l'avenir de notre pays, de connaître les perspectives — et aussi les espoirs — que leur ouvre Edgar Faure.*

Le Parti Radical.

---



## HUIT MOIS DE GESTION

---

# DE LA STABILITÉ A L'EXPANSION

---

*Discours prononcé le 12 mars 1954  
au Congrès extraordinaire du Parti Radical*

---

Vous comprendrez que je ne pouvais me dispenser de paraître, aujourd'hui, à cette tribune. Ce n'est pas que mon intention soit de vous y présenter un éloge de ma gestion ministérielle, mais seulement de vous en rendre compte, comme cela est naturel et nécessaire. Je crois pouvoir dire que je ne me suis jamais dérobé au contrôle du parti ni à celui de ses militants. Je ne l'ai jamais récuse, et vous en avez dans l'esprit quelques exemples. Mais aujourd'hui, j'ajouterai une chose. Ce contrôle, non seulement je ne le récuse pas, mais je le demande et je le réclame. Il m'est nécessaire de savoir si j'ai votre approbation dans les efforts que je poursuis. Vous savez qu'ils ne sont pas faciles. Pendant les six mois qui se sont écoulés depuis notre dernière rencontre au Congrès d'Aix-les Bains, nous avons porté, avec mon ami Bernard Lafay, la charge des finances et de l'économie du grand pays qui est le nôtre.

Si je viens vous demander aujourd'hui de formuler votre jugement et de dire si vous approuvez ou non notre action, je ne le fais pas seulement par un souci de réconfort personnel, bien que cela ait son importance, car il y a des heures difficiles et décourageantes où l'on a besoin de ce réconfort que seuls vous pouvez me donner.

Mais je le fais pour une question de logique politique. Vous savez que le Gouvernement, sur mes suggestions, a proposé au pays et au Parlement qui en a accepté le principe, un Plan d'expansion économique de 18 mois. Pour la poursuite de ce programme échelonné sur une certaine durée et dont les objectifs sont précis, nous avons demandé non seulement l'approbation de principe du Parlement sans laquelle, en régime démocratique, rien n'existe, mais également un effort spécial de coopération aux organisations professionnelles et d'une façon générale, aux forces vives de ce pays.



Nous avons, dans le cadre du Conseil économique où ces organisations sont représentées et où travaille avec tant de mérite notre ami Emile Roche, demandé une liaison périodique et une consultation constante de ces éléments, en dehors de tout esprit politique, pour la réussite déterminée et limitée d'un programme.

Ici se pose une question de logique politique sur laquelle, dès le début de cette réunion, j'entends solliciter votre attention.

Au moment où nous demandons à des adversaires ou à des indifférents de coopérer à une action déterminée dont nous avons pris l'initiative, comment pourrions-nous nous adresser à ces indifférents ou à ces neutres, si nous n'avons pas l'adhésion de nos propres amis, de ceux qui sont les plus proches de notre pensée ?

Voici la question que je viens vous poser aujourd'hui d'une façon parfaitement franche et sans équivoque. Il existe une politique radicale que je qualifierai, si vous le voulez, de doctrinale, une politique radicale de l'abstrait ou de l'idéal. Mais il y a aussi une autre politique radicale qui est une politique radicale de fait, parce qu'elle est assurée par des ministres radicaux et que cette politique qu'ils suivent est la vôtre, s'inspire de vos idées, de votre tendance et de votre foi. Il faut considérer une action dans sa continuité. Celle que je poursuis avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques et grâce au concours du Président Queuille et des ministres radicaux, ne fait que continuer l'action entreprise par le Gouvernement du Président René Mayer et par mon prédécesseur, M. Bourges-Maunoury. Je le dis franchement, certains des résultats que nous obtenons et dont on nous fait l'éloge, ont été préparés et facilités par leur propre travail. De plus, je ne crois pas m'avancer en disant que je suis sûr qu'ils ne désavouent pas ce que nous faisons à d'autres égards, car ils y reconnaissent une inspiration commune et une constance de pensée.

Il y a donc une politique radicale de fait, une politique radicale de la vie, sans doute moins exaltante et moins prestigieuse que la politique radicale de l'idéal, encore que cette politique économique et financière de l'abstrait, je ne sais pas si dans votre esprit comme dans le mien, les traits en sont toujours tracés d'un dessin très ferme. La politique radicale de la vie est modeste et souvent parfois contradictoire. Mais elle se traduit dans le quotidien, dans les chiffres, et dans la vie du peuple français. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui d'une considération égoïste qui nous concerne seuls, mais d'une préoccupation essentielle pour le Parti radical : il faut savoir si cette politique de fait, tout en la reconnaissant insuffisante sur beaucoup de points, frappée de toutes les hypothèques d'un



gouvernement de coalition qui a ce caractère parce que le suffrage universel est notre maître avec une chambre divisée, si cette politique, marquée de toutes ces réserves, de toutes ces infirmités, mais qui existe, qui respire et qui, quelquefois, avance, si cette politique est bien la vôtre, ou s'il y a erreur, ou imposture ? Telle est la question que je m'excuse d'avoir voulu poser avec quelque solennité au début de mes explications. Nous attendons votre jugement et nous vous demandons que ce soit un jugement porté sans courtoisie et sans amitié. Je vous demanderai même de le formuler d'une façon expresse, dans la motion qui doit conclure ce débat. Ce sera pour nous, en tout cas pour moi, une condition formelle et absolue de la continuation de ma tâche.

Mesdames et Messieurs, j'aurai voulu, si je le pouvais, me livrer à un travail académique et exhaustif, et suivre d'abord avec vous, l'évolution de la conjoncture et la description de notre propre action depuis le Congrès d'Aix, où nous avons pris certains engagements.

J'aurais voulu faire un compte rendu historique et passer ensuite à un exposé constructif. Mais, pour des raisons de temps, et pour ne pas lasser votre patience dans des sujets d'ailleurs techniques, je vous demanderai de mêler le point de vue historique avec le point de vue constructif, suivant un plan qui vous semblera peut-être fortuit, mais dont l'explication vous apparaîtra par la suite. Je traiterai quatre questions successivement :

- le problème financier ;
- le problème agricole ;
- le problème social ;
- enfin, le problème économique tel que le caractérise aujourd'hui, le plan d'expansion de 18 mois.

## LA SITUATION FINANCIERE

Je m'excuse de vous en parler encore, mais puisque je suis ministre des finances, on trouvera naturel que je parle de finances. Je voudrais, dès le début, me résumer et vous donner d'avance ma conclusion, qui est la suivante : il y a, dans ce domaine, fort à faire. Nous avons devant nous de grands obstacles, et de très grands soucis. Mais il y a, cependant, un progrès dans ce domaine. Il y a, je l'affirme, un début, faible peut-être, mais un début d'assainissement de la situation financière.

### 1. — Le budget de 1954

Je voudrais d'abord vous dire un mot du budget, parce que sur ce point, je suis heureux de dire — vous me permettrez



cette satisfaction de conscience et non d'amour-propre — que les engagements que j'avais pris devant vous ont été tenus. On ne peut pas toujours, dans notre mission, faire ce que l'on veut ; encore faut-il faire ce que l'on a annoncé.

Je le résume rapidement :

Premièrement, le mouvement ascensionnel des dépenses publiques a été arrêté. Pour la première fois depuis de longues années, la masse du budget a été fixée en diminution. Mais elle est encore très lourde. Je dois dire en toute équité que le principe de ce coup de frein a été posé par René Mayer et par Bourges-Maunoury. De même, je dois dire, parce que c'est la vérité et sans aucun souci de flatterie amicale, qu'ils ont resserré pendant l'année 1953, les méthodes d'évaluation des recettes et des dépenses, de telle sorte qu'un arbitre impartial, le Rapporteur Général Barangé, a pu dire à l'Assemblée Nationale que l'exécution du budget de 1953 était particulièrement correcte.

Sur ce point, nous avons fait ce que nous avons promis, sans qu'il faille nous dissimuler que cela n'est pas encore suffisant. Du moins la tendance a-t-elle été renversée.

De même, nous avons pu diminuer le déficit budgétaire, le déficit budgétaire proprement dit, car on commet là-dessus — et je vais y venir dans un instant — une confusion très grave. Le déficit budgétaire proprement dit se tient à un pourcentage d'environ 10 %, ce qui est à la fois peu et beaucoup. Peu parce que c'est une proportion qui n'est pas excessive, et beaucoup parce que dans notre situation difficile, il faudrait que ce déficit soit égal à zéro.

Troisième observation : le budget actuel se caractérise par une augmentation relative des dépenses les plus utiles. J'ai voulu concevoir ce budget, pensant que j'interprétais votre pensée — et j'en ai encore, ce matin, acquis la preuve — comme étant le budget du logement et de l'école. Deux chapitres ont été sensiblement augmentés dans un budget dont l'ensemble est pourtant en diminution. L'un de ces chapitres concerne la construction et les H.L.M., dont les crédits de paiement sont augmentés de 30 % et 40 %. L'autre chapitre est celui de l'Education Nationale, où les dépenses d'équipement scolaire en crédits de paiement sont augmentées de 50 % depuis l'année dernière.

J'ouvre, ici, une parenthèse, car vous savez qu'il existe un conflit sur le budget de l'Education Nationale. Il ne faut tout de même pas oublier que les ministres radicaux qui ont la charge, l'un de l'Education Nationale, et l'autre des Finances, ont présenté un budget comportant 61 milliards de crédits de paiement, au lieu de 41 l'année dernière. Lorsque nous



recevons quelques critiques de bons amis, comme les ministres socialistes qui ont collaboré avec moi, nous pouvons tout de même leur rappeler qu'il ne faut pas exagérer, que lorsqu'il y avait un ministre socialiste à l'Education Nationale en 1951, on ne faisait pas tant de bruit et que, pourtant, le chiffre des crédits de paiement de l'équipement scolaire, n'était que de 21 milliards contre 61 aujourd'hui, c'est-à-dire le triple.

Le point suivant est technique et je m'en excuse. C'est ce que j'ai appelé la débudgétisation des investissements. C'est une idée que les théoriciens radicaux, ici ou dans la presse, ont toujours approuvée. Nous avons pu commencer de la réaliser. Ce n'est qu'une amorce, mais c'est une amorce importante, car il nous faut revenir au régime du bon sens et des notions normales.

Il faut en finir avec la conception fausse et pernicieuse de ce que l'on appelle l'impasse budgétaire qui est l'addition — parce que ce sont des charges du Trésor — à la fois du déficit qui résulte du paiement des fonctionnaires et de l'entretien des bâtiments publics, donc de dépenses nullement rentables quoique nécessaires, avec, d'autre part, les crédits aux H. L. M., le financement des investissements, ou le paiement des cités d'urgence dont on parle tant. C'est illogique parce qu'un déficit de fonctionnement, même s'il est nécessaire, reste stérile, alors qu'au contraire, en consacrant 10, 20 ou 50 milliards dans les H.L.M., on retrouve en contrepartie des maisons et des appartements, ce qui n'est tout de même pas la même chose.

Il y a au moins deux hommes, et j'en oublie peut-être, au Parti Radical, qui m'aident dans cette campagne. Ils m'aident tellement qu'ils voudraient d'ailleurs m'emmener plus loin dans cette direction qui nous est commune. L'un est Degoutte. Il sait que je ne le suis pas entièrement dans sa théorie de l'inflation gagée. L'autre est mon ami André Morice. Bien que nous nous disputons quelquefois, je tiens, ici, à le remercier, parce qu'en faisant de la propagande dans les fédérations, et en répandant la notion de l'expansion, il concourt à écarter de l'esprit cette confusion entre les dépenses stériles qu'il faut s'efforcer de limiter parce qu'elles ne sont pas économiquement rentables, et les dépenses utiles et productives pour lesquelles il faut aller au maximum compatible avec les disponibilités générales de l'économie.

Enfin, et ce sera mon dernier point dans cette revue budgétaire, un petit fait curieux dont l'importance est discutée et discutable : le budget a été voté en son temps normal. Cela n'était pas arrivé depuis longtemps. Est-ce important ? Je sais bien qu'il reste quelques fascicules en panne, mais le budget s'identifie à la loi de finances qui, comme vous le savez, a été votée le 31 décembre, c'est-à-dire entre nous le 5 janvier.



On appelle cela retarder la pendule, mais puisqu'il y a des gens qui retardent de tellement plus que cinq jours, je pense que l'on ne nous en voudra pas.

Je veux vous faire, ici, une confidence personnelle. A certains moments du mois de décembre, dans l'épreuve harassante que représente ce vote du budget sans autre exemple dans le monde par sa longueur et sa complication, et qui se poursuit matin, après-midi, soir et nuit, je me suis parfois demandé : « Est-ce bien indispensable de nous donner tout ce mal ? » J'ai eu ma nuit de doute comme Jouffroy, et aujourd'hui, devant les résultats, je vous affirme que ce fait qui paraît sans importance, est, en réalité, considérable, car le vote du budget en temps utile permet aux administrations, aux H.L.M. et aux entreprises nationales de passer leurs commandes, de commencer leurs travaux tout de suite et dans de bonnes conditions. De plus, cette circonstance m'a fait réfléchir, car elle m'a démontré à quel point ce pays, où l'on croit quelquefois voir souffler un vent d'anarchie, est un pays raisonnable, sensé, où l'on est impressionné chaque fois que se fait quelque chose dans quelque domaine que ce soit qui puisse se traduire par ce mot : « La maison en ordre ».

En conclusion pour cette question budgétaire, je noterai que les charges et le déficit sont encore excessifs mais que la tendance a été renversée. Si, d'ailleurs, nous avons tant de charges, il y va peut-être de notre faute, mais c'est aussi la conséquence d'événements que nous connaissons tous.

Mon ami Laffargue, dans l'excellent discours qu'il a fait hier, vous a dit : « La France n'est pas le seul pays qui ait subi deux guerres ». Je lui répondrai simplement ceci. Qu'il veuille bien réfléchir, et il verra qu'aucun pays quel qu'il soit, n'est sorti à la fois de deux guerres et de deux occupations pour fournir encore l'effort extérieur d'une guerre en Indochine.

Aucun pays parmi ceux à qui nous nous comparons parfois avec humilité, n'a subi une infortune et des charges égales aux nôtres.

Maintenant, un dernier mot avant de terminer avec cette question budgétaire : vigilance. Que nous demande-t-on en effet tous les jours : des économies ? oui, peut-être dans les journaux ou dans les réunions publiques, mais dans la réalité, on nous demande des dépenses, et souvent des dépenses justifiées, des dépenses émouvantes, des dépenses utiles. Quel est cependant le devoir de l'homme qui a la charge du budget et du trésor ? C'est malheureusement de dire non.

On me demande de revaloriser la fonction enseignante. Pourquoi n'aborderais-je pas franchement ce sujet ? Croyez-



vous que si nous revalorisons demain les enseignants, après-demain les militaires, vous pourrez éviter de revaloriser toute la fonction publique ? C'est peut-être nécessaire, et je sais, en voyant la vie sobre et digne de nos amis fonctionnaires, les comparaisons qu'ils font avec des secteurs différents, je sais très bien quel est le fondement de leurs réclamations et de leurs angoisses. Mais là malheureusement, je réponds : un point d'augmentation sur la fonction publique représente 10 milliards. Comme aucune augmentation ne peut être inférieure à 5 %, il faudrait 50 milliards que je ne peux ajouter au budget de 1954.

Au sujet des allocations familiales, on me dit : les familles ont droit à cet argent parce que le prélèvement supplémentaire de 0,75 % leur est réservé. Mais il se trouve qu'on prend l'excédent pour combler le déficit de la Sécurité Sociale, ce qui soulève des protestations. La question se pose de savoir comment on pourrait donner plus d'argent aux allocations familiales, car pour couvrir le déficit des autres branches de la Sécurité Sociale, pourrions-nous augmenter les cotisations ? Croyez-vous que cette solution favoriserait la politique de baisse des prix ?

On parlait hier à l'Assemblée de majorer de 25 % la retraite des mineurs. Qui paiera ? Les charbonnages. Comment ? Sur le prix du charbon. Qui donc paiera ? Vous.

Quelle sera alors notre position par rapport aux autres pays avec lesquels nous avons fait le pool du charbon et de l'acier et vis-à-vis desquels nous sommes en concurrence ?

En résumé, satisfaction partielle pour le passé, mais excusez-moi de le dire, grande vigilance pour l'avenir. Il nous faut tous les jours veiller.

## 2. — La situation de la trésorerie

Les autres problèmes financiers concernant le trésor et le crédit sont encore plus techniques. Je voudrais en parler rapidement pour ne pas trop vous ennuyer.

La trésorerie s'est améliorée. Cela signifie-t-il que nous sommes tranquilles ? Non, on n'est jamais tranquille. Il y a parmi vous des commerçants et des industriels qui connaissent des problèmes de trésorerie. Qu'ils les imaginent à l'échelle d'un pays de 43 millions d'habitants, sans compter l'Union Française !

Puisqu'on n'est jamais tranquille avec la trésorerie, je vous ferai un aveu : ayant connu des périodes alternées, j'aime mieux être inquiet avec quelques réserves qu'être inquiet sans aucune réserve.



La trésorerie extérieure s'est également améliorée. On nous dit souvent : c'est le résultat de l'aide américaine. Il faut se garder de cette confusion. Il n'y a plus d'aide américaine économique. Il n'y a qu'une seule aide américaine, une contribution à nos dépenses d'Indochine.

Cette contribution a un fondement parfaitement logique à mon avis, étant donné que nous poursuivons la douloureuse guerre d'Indochine dans un but qui n'est pas profitable pour nous et qui correspond à une notion d'intérêt commun.

Est-il normal qu'à la charge humaine que nous assumons totalement s'ajoute une partie de la charge financière ?

On a dit ici, en citant certaines opinions : « les Américains sont très gentils ». Je ne dirai même pas cela. Ce n'est pas une question de gentillesse, mais une question de participation pleinement fondée.

Mais j'ajoute que l'aide américaine pour l'Indochine ne tombe pas dans nos caisses tous les jours. Depuis que j'ai commencé ma gestion, sur 785 millions de dollars, il n'en est rentré que 14. Il faut donc bien croire qu'il existe des éléments objectifs d'amélioration dans la situation de notre trésorerie.

Vous voyez combien je suis prudent dans mes propos. Je suis étonné du plaisir curieux, qu'on pourrait appeler de la délectation morose, avec lequel certaines personnes de la meilleure volonté se plaisent à démontrer pourquoi tout va au plus mal, et pourquoi même ce qui va un peu mieux est un mauvais signe. Cela me rappelle cette formule par laquelle on disait que la santé est un état précaire qui ne présage rien de bon.

Il est de fait que la trésorerie extérieure s'est améliorée. Je préfère cette situation à son contraire. Cette amélioration m'a permis des remboursements internes à la Banque de France et des remboursements externes aux Etats-Unis. 20 milliards en décembre à la Banque de France, auxquels s'ajouteront 20 autres milliards dans deux jours ; 115 millions de dollars aux Etats-Unis qui ont déjà reçu environ 100 millions de dollars.

Est-ce du machiavélisme politique de ma part ? Certes non. Mais puisque nous en avons les moyens, il vaut mieux rembourser nos emprunts pour ne pas payer les intérêts, surtout les intérêts en monnaie étrangère appréciée. C'est une pure question de bon sens dont je veux tirer la conclusion importante que, depuis un certain temps, il n'y a pas un sou d'inflation.



### 3. — Le crédit et le commerce extérieur

Enfin, j'attache une grande importance, comme vous le savez, à l'appel fait au crédit public, tout en maintenant le principe que le Trésor ne doit pas être une pompe aspirante et refoulante. C'est pourquoi je n'use qu'avec modération de tous les moyens de garantie dont l'Etat disposerait seul à la différence des particuliers. Toutes les émissions lancées sur le marché depuis quelque temps ont reçu une bonne réponse. La preuve est faite qu'en dépit de tous les éloges funèbres de l'épargne, celle-ci vit encore et se reconstitue. Sans doute attendra-t-elle pour faire une apparition plus éclatante que, sur tous les bancs et non pas seulement sur les nôtres, on lui parle avec plus d'égards.

Les certificats d'investissement, comme vous l'avez vu, ont rapporté près de 50 milliards d'argent frais. L'emprunt du Crédit National, lancé il y a quelques jours, a été couvert immédiatement. Il est entièrement réservé aux affaires privées.

Enfin, nous avons pu autoriser un certain nombre d'émissions privées d'actions et d'obligations en grande augmentation sur les années précédentes, et j'ai pris la décision de libérer entièrement toutes les émissions d'un montant modéré c'est-à-dire de l'ordre de 100 millions au maximum.

En ce qui concerne la balance des comptes, et le commerce extérieur, nous trouvons là aussi de grandes difficultés, en enregistrant cependant des améliorations. Notre déficit a diminué : du deuxième semestre 1953 sur le deuxième semestre de 1952, il passe de 267 millions de dollars à 111, ce qui est encore trop, mais ce qui est mieux. Les exportations, pour prendre le mois de février, ont augmenté de 10 % sur le mois comparable de l'année dernière, alors que le déficit diminuait de 50 %.

Le synopsis de ce long exposé, vous le lisez dans les cours du franc par rapport à l'or et par rapport au dollar qui sont évidemment des signes indiscutables.

On prétend que tout cela ne signifie rien. Bien sûr, cela ne veut pas tout dire. Cependant, nous préférons ces signes aux signes inverses. On affirme que cela ne signifie rien, quand je rembourse, mais on dit que c'est très grave quand j'emprunte.

Il ne faut pas avoir uniquement le goût de l'absolu, mais voir les choses humaines dans leur ordre relatif.

### 4. — La libération des échanges

Dans le domaine du commerce extérieur, nous abordons une grave épreuve dont je ne parlerai que cursivement, car la position gouvernementale n'est pas encore arrêtée. C'est celle



de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, de l'Europe économique, de l'Europe des Seize.

Si l'on discute sur la petite Europe, je crois que nous sommes tous d'accord sur la grande Europe.

Si l'on discute sur l'Europe militaire, je crois que nous sommes tous d'accord sur l'Europe économique.

Dans cette institution, il faudrait que la France reprit une place non seulement normale, mais même particulière, puisqu'elle en est l'initiatrice. J'ai fait un jour cette comparaison qu'après avoir construit le bâtiment, nous nous sommes enfermés à clé, mais à l'extérieur. Il nous faudra résoudre le problème de la libération des échanges, qui est important non seulement du point de vue matériel, mais aussi du point de vue moral.

Je n'ai pas l'habitude de faire ici de la morale, mais vous me permettez cependant de retenir cette notion à sa juste valeur sur le plan intérieur et sur le plan international.

Du point de vue interne, nous souffrons des profits spéculatifs, des rentes artificielles et abusives, dont un exemple est donné par le système des contingents. Quelle est la signification du contingent aux importations, alors que les prix étrangers sont moins chers que les nôtres ? Que les fonctionnaires distribuent, par un acte d'autorité, un bénéfice de 15 % à ceux à qui ils donnent des licences, et j'entends qu'ils le font avec une honnêteté parfaite, mais ce n'est ni leur métier ni leur fonction.

J'ai été scandalisé d'apprendre par un de mes collègues compétent que, dans une affaire déterminée, on avait accepté, pour une société productrice et une grande industrie, d'augmenter un contingent qui lui était spécialement affecté. Ayant obtenu cette augmentation de contingent, cette société sérieuse a été obligée de passer pour moitié par l'intermédiaire d'une société d'importation plus ou moins abstraite, qui a retenu 15 % de bénéfice sur la substance de la Nation et de la Société.

C'est pourquoi j'ai indiqué que puisque nous ne pouvons pas rétablir du jour au lendemain la parité de nos prix dans tous les domaines, il vaudrait mieux augmenter les droits. A défaut d'augmenter les droits de douane, du moins pourrions-nous créer des taxes spéciales, compensant certaines charges qui nous sont propres. N'oublions pas que la France n'est pas le pays le plus en retard du point de vue social. Nous sommes l'un des rares pays à appliquer la convention internationale qui égalise les salaires féminins aux salaires masculins. Nous sommes, parmi les pays comparables, le seul avec les Etats-Unis à appliquer la loi de 40 heures d'une façon aussi stricte, avec les majorations qui en découlent. Et puis, croyez-moi,



comme on ne revient jamais sur les avantages sociaux, ce qu'il faut, c'est que les autres s'alignent sur nous en avançant, et non que nous reculions.

Puisque cette situation existe, on peut concevoir un système de taxation qui compense provisoirement cette disparité. Ce serait préférable, au système des contingents, car tout ce qui est profit spéculatif — immoral comme l'était le 3 % du compte E. F. A. C. que j'ai supprimé en septembre sans aucun inconvénient — devra cesser. Cet argent ira alors vers les salaires ou même augmentera le profit d'entreprises sérieuses et productives. Il s'orientera par conséquent dans des directions favorables à la richesse du pays.

En dehors de la morale intérieure, nous devons penser à la fierté nationale. Cela me gêne de penser que la France, dans l'O.E.C.E., est dans une situation subalterne, infériorisée, contrôlée, et que nous devons soumettre à nos partenaires, nos listes d'importations. Cela n'a pas l'air important, mais je voudrais sortir d'une situation qui n'est pas digne de nous et que nous n'avons pas méritée.

Avant de passer de la situation financière à la situation économique, je voudrais faire deux détours, l'un sur la question spéciale du monde agricole, et l'autre sur le problème social. Non que je subordonne le social à l'économique, mais parce que j'y trouve un avantage de raisonnement.

### LES PROBLÈMES AGRICOLES

Vous avez étudié ces problèmes avec beaucoup de zèle et vous avez entendu d'excellents exposés de nos amis Verneuil, Jean Masson, Saint-Cyr, qui démontrent que nous avons dans notre Parti des compétences en la matière. Permettez-moi d'y ajouter aussi le nom du Président André Dulin, avec lequel j'ai eu si souvent l'occasion de collaborer notamment au développement du crédit agricole, auquel nous nous sommes attachés l'un et l'autre.

Vous connaissez donc bien la situation. Vous vous en occupez, et la population rurale de ce pays le sait et vous en remercie.

Pour ma part, j'ai essayé, dans la gestion du ministère des finances, de mettre fin aux anciennes contradictions, aux vieux préjugés, qui séparent ce qui est du domaine agricole et ce qui est du domaine financier. J'essaie d'effacer dans la population agricole cette vieille prévention qui date du temps où l'on reconduisait les percepteurs à coups de fourche, et qui atteint tout ce qui est inspecteur des finances et même ministre non inspecteur. De même du côté financier, j'essaie de faire



comprendre aux éminents techniciens des finances dont je connais tout le mérite, ce qu'est la vie spéciale et les conditions particulières de l'exploitation agricole. Car ils ont l'habitude des gestions de masse et voient plus difficilement la gestion des exploitations dans un pays aussi divisé et aussi morcelé que le nôtre.

Aussitôt après le Congrès d'AIX, nous nous sommes trouvés en pleine crise agricole, dont les prodromes se manifestaient depuis quelque temps. Il a fallu traiter cette crise avec des mesures d'expédients. Ensuite, nous adopterons des mesures de plus longue haleine. Les mesures d'expédients étaient nécessaires, car s'il est bon de faire de la doctrine, il faut aussi gérer tous les jours et sortir de la situation qui était alors la nôtre.

Le Président Queuille, qui est ici, a suivi cette crise avec moi, et voulait bien me faire bénéficier de ses conseils. Les députés des régions rurales, et il y en a beaucoup parmi vous, venaient me dire : « les cours s'effondrent, on ne peut pas conserver le bétail, que va-t-on faire ? ».

Nous avons paré au plus pressé. J'ai pris quelques milliards sur les recettes de la taxe sur la viande pour alimenter un fonds d'assainissement. Nous avons eu recours à l'aide des professionnels pour constituer une société chargée de congeler, de conserver et de vendre. Puis, quand nous avons vu que les pays de l'Est voulaient faire du commerce avec nous, je leur ai dit : est-ce que par hasard vous n'auriez pas besoin de viande ? Comme il se trouvait qu'ils en avaient besoin, nous leur en avons vendu 17.000 tonnes. Vous vous rappelez le temps où un bateau russe était venu apporter le blé à Marseille. Les communistes en tiraient de grandes conséquences. Aujourd'hui nous vendons de la viande à l'U.R.S.S.

Tout cela est très normal. Je suis pour ma part partisan du développement des relations commerciales entre les états, sans aucune considération de préjugés politiques. D'ailleurs, quand j'apprends que les Russes mangent de la viande française, cela me fait plaisir, parce que je pense qu'après tout, avec cette denrée matérielle, passera peut-être un peu de notre génie national.

Il faut voir plus loin bien entendu. Je ne peux pas vous donner tous les détails d'une politique agricole sur laquelle les hommes les plus éminents discutent. Mais il y a une chose qu'il ne faut jamais oublier. On ne peut pas traiter le problème de la production agricole sans aborder en même temps celui des débouchés et celui des prix.

Augmenter la production ? Sans doute. Favoriser l'équipement ? D'accord, et je crois l'avoir fait dans le budget aussi



bien qu'en dehors du budget. Mais on ne peut pas isoler le problème de la production de celui des débouchés et des prix. Il ne faut pas commettre à nouveau sur ce point, l'erreur reconnue du premier plan Monnet. Je tiens à vous dire qu'il n'y a encore rien de fait en ce qui concerne le deuxième plan, car je ne m'associerai pas à l'idée d'une augmentation brute de la production agricole de 20 % sans régler en même temps les grandes lignes de la recherche des débouchés et de la fixation des prix. Nous devons mettre de la continuité dans le mouvement des exportations, pour nous assurer des marchés. Quand on a des marchés réguliers d'exportations, même si un jour on craint d'avoir une hausse des prix à l'intérieur, il ne faut pas faire ce que l'on a fait quelquefois à tort : arrêter les exportations pour faire baisser les prix intérieurs, et en même temps, perdre son client étranger. Il vaut mieux respecter le contrat, quitte à importer un peu de ce qui est disponible dans le monde, afin de compenser provisoirement une hausse des prix. C'est pourquoi j'ai préféré continuer d'exporter des porcs et, dans une circonstance récente, acheter un peu de jambon.

A propos de la viande, je vous dirai un mot des produits laitiers qui nous ont donné quelques difficultés. Dans ce secteur, j'ai pu appliquer la méthode à laquelle je fais allusion, régler les problèmes avec les professionnels. Nous sommes arrivés à un accord qui a été tellement bien suivi que nous n'avons dû importer cette année que 4.000 tonnes de beurre contre 30.000 l'an dernier.

Il y a beaucoup d'autres problèmes, et notamment celui du vin. Je ne peux pas les traiter tous à la fois et je voulais seulement souligner à quel point les considérations agricoles sont importantes dans la recherche d'une politique économique d'ensemble.

### LA QUESTION SOCIALE

La question sociale s'est posée ces dernières semaines avec l'acuité que vous connaissez. Elle a été évoquée à cette tribune dans des termes éloquentes. Je ne suis pas d'accord avec toutes les conclusions des orateurs, mais je les prie de croire que je suis d'accord avec eux sur les prémices.

Il faut en effet nous pencher sur les conditions de vie des travailleurs. Elles sont difficiles et souvent très pénibles. Cependant, je voudrais faire deux remarques.

D'abord, il n'y a pas que les salariés dont les conditions soient pénibles. Les économiquement faibles, les producteurs libres, les commerçants, les agriculteurs ou les artisans peuvent être dans une situation très difficile.



En second lieu, les difficultés dont nous avons été saisis ne sont pas un fait nouveau. Il n'y a pas eu de diminution récente du pouvoir d'achat.

J'entends dire quelquefois que ce Gouvernement est arriéré, qu'il fait une politique réactionnaire. Mais je vous le demande, peut-on produire des chiffres démontrant que le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué ? Je puis affirmer que ce pouvoir d'achat a profité de la politique de stabilité du Président Pinay, avec lequel, vous le savez, je n'ai pas été toujours d'accord mais qui, sur ce point, a obtenu des résultats qu'il ne serait pas honnête de contester. De plus, il y a eu des augmentations de salaires et il y en a encore tous les jours car les entreprises qui marchent peuvent augmenter leurs salaires.

On relève, dans l'ensemble, une augmentation moyenne du pouvoir d'achat de 7 à 8 % depuis 2 ans. Je sais bien qu'un certain chômage existe. Je vous dirai que, même en cas d'expansion, il continuera à y avoir un peu de chômage, car certaines entreprises, vous le savez, ne peuvent pas suivre le mouvement et fermeront.

Seulement, je vous apporte un chiffre irréfutable. Si vous considérez l'impôt sur les salaires payés en janvier 1954, vous verrez qu'il rapporte 24.194 millions. L'impôt sur les salaires payés en 1953, ne rapportait que 18.203 millions.

Comme personne ne me dira que les patrons font exprès de gonfler la masse des salaires pour payer plus d'impôts et me donner un bon argument, vous devrez comprendre que d'une année sur l'autre, le prélèvement de 5 % sur les salaires a augmenté, les salaires ont aussi nécessairement augmenté.

Nous nous sommes trouvés en présence des propositions de la Commission des Conventions collectives. Le budget type s'établit à 25.000 francs ou 27.000 francs, et on me dit, c'est peu. Bien sûr, c'est peu, c'est très peu. Même 30.000 francs seraient encore peu. Seulement il faut voir ce qu'on peut faire et ce qu'on nous propose. Ce qui compte, ce n'est pas seulement le taux nominal du salaire, ce sont les heures d'emploi, si vous obligez le patron à payer plus cher l'heure de travail et s'il n'offre que 20 heures de travail au lieu de 30 ou 40, ce sera le bénéfice ?

De plus, on tombe sur la question des prix. Comment ferez-vous pour incorporer dans les prix la masse des salaires additionnels de 45 % qu'on nous proposait. 45 % des salaires, c'est énorme, car cela représente 2.800 milliards auxquels s'ajoutent les charges sociales, les impôts et d'autres éléments qui représentent au moins 50 %. A ceux qui, dans l'esprit plus généreux, et je les comprends, ont voté à la Chambre l'augmentation de tous les salaires de 40 %, je demande



réfléchir. Cela représenterait 4.000 milliards de plus à distribuer en France. Où les prendra-t-on si ce n'est sur les prix ? Les prix augmenteront donc dans la proportion de 4.000 milliards, alors que les salaires n'auraient augmenté que dans la proportion de 2.800 milliards. C'est ici que se place le sophisme des communistes que j'ai déjà réfuté. Ils ont trouvé, dans un document savant, un chiffre de salaires et un chiffre de profits. Alors, ils ont dit : « Les profits sont très élevés ». Et ils ont calculé qu'ils atteignaient plus de 5.000 milliards. Puis ils ont fait semblant de croire que ces 5.000 milliards représentaient les bénéfices des entreprises employant des salariés et qu'alors, là-dessus, on pourrait prélever des salaires supplémentaires. Mais dans la nomenclature économique, le terme profits s'applique à tout ce qui n'est pas salaires. Donc ils essaient d'égarer l'opinion en n'indiquant pas que dans cette masse de 5.000 milliards, figurent les revenus de tous les agriculteurs, des commerçants, des professions libérales et d'autres éléments qui n'ont rien à voir avec les bénéfices des entreprises, lesquels, amortissements déduits, n'atteignent même pas 1.000 milliards.

Par conséquent, il est certain que l'augmentation massive des salaires se répercuterait sur les prix.

Mais je viens de vous faire, en m'en excusant, une démonstration dialectique. Est-elle nécessaire ?

Est-ce que nous n'avons pas l'histoire récente pour nous informer ? Est-ce que vous avez jamais vu une augmentation de salaires qui n'amène pas une augmentation des prix ? Est-ce que l'origine de beaucoup de difficultés n'est pas de l'année 1951 où ont dû être augmentés à la fois les salaires pour répondre aux justes demandes des ouvriers, et les prix agricoles pour répondre aux justes demandes des cultivateurs ? Comme on n'avait pas tenu compte de l'ensemble du phénomène économique, les prix français, à la suite de l'impulsion issue de la guerre de Corée, débordèrent de 30 ou 40 % au lieu de 10 ou 15 %.

Il y a une philosophie que le Français connaît bien depuis 10 ans. C'est celle du terrible triangle salaires-prix-monnaie : augmentation générale des salaires égale augmentation générale des prix et égale aussi diminution générale de la monnaie. J'ai dit à la Chambre, et je ne sais pas si on m'a très bien compris : « Demandez l'augmentation générale des salaires, mais ayez le courage, aussi, de demander la dévaluation ».

Je veux m'en expliquer d'un mot, car la dévaluation dont je parlais, ne vous y trompez pas, n'est pas le même phénomène qui consisterait à ramener la monnaie à une parité que l'on jugerait plus normale d'après les échanges actuels, mais serait le fait de décrocher la monnaie de sa valeur réelle.



Je sors, en ce moment, des règles traditionnelles, car il est d'usage de ne pas parler des phénomènes monétaires, et au fond, pourquoi y mettre un tel mysticisme ? Il est certain qu'une monnaie vaut son prix réel. Un pays peut toujours déclarer : je fais une rectification, ou je laisse toute liberté aux changes. Mais il est non moins certain que la valeur réelle de la monnaie serait, quelle qu'elle soit, complètement bouleversée par une augmentation générale des salaires et des prix. C'est pourquoi j'ai dit : pas de dévaluation. Laissons la monnaie telle qu'elle est ; travaillons, redressons-nous, écartons de nous ce péril, et écartons de nous ce spectre de gens qui nous poussent dans le dos pour nous acculer à la balustrade de la monnaie et nous obliger à sauter. Mais où ?

Fallait-il donc ne rien faire ? Tenant compte des contingences politiques et aussi de certains éléments d'ordre économique, nous avons estimé que nous devions compléter l'œuvre amorcée en septembre par l'augmentation de 15 % des salaires et des rémunérations les plus bas.

On peut critiquer cette thèse, car la hiérarchie a un créancier sur nous, et il faudra, un jour ou l'autre, l'honorer notamment en appliquant la promesse faite aux cadres d'une diminution de la surtaxe progressive.

Mais, ceci dit, 1.500.000 travailleurs recensés vont bénéficier de notre mesure. Si peu qu'ils touchent, ces gens qui touchaient très peu, voient leur situation s'améliorer. Nous compléterons ces mesures par un contrôle de la rémunération minimum, car il faut que nous supprimions également cette cause de concurrence déloyale qu'est le marché noir du travail.

Si nous réussissons cette opération modérée et mesurée et je crois que nous l'avons déjà virtuellement réussie — sera la première opération générale de hausse des salaires sans hausse des prix. Ainsi, le Parti Radical se sera associé à une amélioration sociale limitée, sans doute, mais même tenant compte de cette limite, sans précédent.

Pour aller au-delà dans cette voie, il faut placer le problème sur un autre terrain, ce qui nous conduit à l'expansion. L'augmentation générale de la production permet une réduction plus importante, car elle englobe les heures de travail et ce qui importe pour l'ouvrier n'est pas seulement la rémunération de l'emploi, mais l'horaire de l'emploi. abordant ainsi la question d'expansion qui constituera la dernière partie de mon exposé, je peux condenser ce que vous ai dit tout à l'heure sur la situation financière en adoptant la formule suivante : « Le social commande ce que le financier permet ». Il faut utiliser les améliorations financières pour poursuivre les améliorations sociales.



C'est pour cela qu'il faut beaucoup assainir les finances pour pouvoir beaucoup faire progresser le social. L'un est la mesure de l'autre. Une amélioration sociale débordante et hors de proportion avec les possibilités financières ou économiques, est une amélioration qui se détruit elle-même.

### LE PLAN D'EXPANSION DE DIX-HUIT MOIS

Si j'ai attendu le mois de février pour définir un plan d'expansion après avoir pris auparavant quelques mesures plus modestes, ce n'est pas que je n'en ai pas eu l'idée, mais parce que je n'en avais pas encore les moyens.

Dès que j'en ai eu les moyens, j'ai décidé de prendre des risques.

Maintenant où nous avons un budget mieux équilibré et voté, une trésorerie un peu plus large, une situation extérieure un peu plus favorable, qu'allons-nous faire ? Non pas, comme Chéron, dire : « J'ai mis de l'argent de côté », non pas se mettre dans un fauteuil, se regarder dans la glace et dire ; « Je suis un grand financier ». Il ne s'agit pas de prendre des aises, mais de prendre des risques. Le devoir, le métier — c'est le mien, et il ne va pas sans tourments, je vous assure — c'est de calculer très exactement ces risques, car tout le problème d'une politique économique est là.

Je vous avais dit à Aix : expansion dans la stabilité. Je pourrais presque dire que la flèche qui conduit de l'un à l'autre, la flèche lumineuse s'est un peu déplacée du mot stabilité vers le mot expansion.

Je crois que nous conserverons la stabilité. Les prix se sont maintenus, ils sont même en légère diminution.

De plus, pour vous parler franchement, il ne faut pas entretenir, dans ce pays, la psychose continuelle d'une baisse générale des prix. D'abord, parce qu'on ne la réalisera pas autant qu'on le croit, et ensuite parce que l'idée d'une baisse est tout de même un facteur psychologique qui porte vers un ralentissement des affaires.

C'est pour cela que j'ai adopté, comme je vous l'avais dit à Aix, la thèse de la baisse spécifique et concentrée sur tel ou tel produit. En ce moment, je cherche à obtenir quelques baisses sur les éléments qui sont à l'origine des circuits, de façon qu'elles se répercutent. Ainsi me suis-je mis d'accord avec M. Louvel sur la question des branchements électriques.

Si l'on parle tout le temps, dans ce pays, de baisse des prix, les gens, sans la faire pour autant, l'attendent. On crée ainsi un élément de stagnation dont nous avons senti, il y a quelque temps, les effets.



Dans la stabilité que nous ferons tout pour maintenir, nous avons décidé de jouer la carte de l'expansion, en adoptant le plan de 18 mois.

Ce plan de 18 mois m'a attiré quelques railleries amicales, car, en septembre, j'avais parlé d'un plan de 28 jours. On a remarqué : Edgar Faure a l'esprit militaire ; il parle de 28 jours, et de 18 mois.

Cette durée n'est pas excessive et c'est en cela que notre Plan se distingue du plan quadriennal, qui est un plan d'opérations techniques d'ailleurs fort utile. Je me permets, puisque je suis à cette tribune, de remercier tout particulièrement Félix Gaillard de la part qu'il a prise récemment à ces travaux dont je tire profit.

Le plan d'expansion de 18 mois a d'autres objectifs : c'est un plan gouvernemental. On a fait immédiatement une critique que je veux écarter, car elle n'est pas très sérieuse. C'est celle de me dire : « Vous ne savez pas si vous serez là dans 18 mois ». A quoi j'ai répondu : « J'y serai si vous m'y laissez ». Après l'avoir dit à mes adversaires, je le dis, maintenant, à mes amis.

Permettez-moi de vous dire franchement que je considère que le plan de 18 mois est une initiative de courage et de responsabilité gouvernementale. Dans ce plan, j'accepte de passer un contrat et j'accepte aussi de me laisser juger sur des objectifs précis et indiscutables. Il est rare qu'on puisse dire si un ministre a réussi ou échoué, et si un Gouvernement a réussi ou échoué. Il dit toujours : « Si j'étais resté plus longtemps, si j'étais venu plus tôt... ». On ne sait jamais s'il faut penser qu'il a réussi ou non. Nous prenons ce risque. Si dans 18 mois la production n'a pas augmenté de 10 %, si le revenu national n'a pas augmenté de 10 %, si le pouvoir d'achat n'a pas augmenté de 10 %, c'est que nous n'aurons pas respecté notre contrat. C'est un risque que nous prenons non sans angoisse. C'est pourquoi je vous ai parlé un langage sincère et consciencieux. Nous ne pourrions pas réussir sans beaucoup d'appuis, sans beaucoup de concours.

Nous avons déjà franchi, je dois le dire, une première étape. Là aussi, il y a des gens qui se plaisent à dire que tout va mal, et à tout noircir. Je sais bien que tout ne va pas pour le mieux. Mais c'est un fait que les indices de la production remontent, que ceux de décembre et de janvier sont en augmentation sur l'année dernière, et que le progrès sera plus important si nous n'avons pas une épine dans le pied qui est la sidérurgie. La sidérurgie est en retard de 14 % sur l'année dernière par suite des difficultés de l'expérience du pool du charbon et de l'acier.



Ceci dit, le plan de 18 mois n'est pas seulement un plan parlé, mais un plan qui se traduit par des actes. Il s'est exprimé par des chiffres et, sans vouloir vous ennuyer par des considérations trop longues et trop techniques, je voudrais, tout de même, les récapituler ; car, lorsque nous ne faisons rien, nos adversaires nous disent : « Vous ne faites rien » et lorsque nous faisons quelque chose, pourquoi, vous, nos amis radicaux, ne diriez-vous pas que nous avons fait quelque chose ?

Le premier point porte sur des améliorations techniques. La question essentielle est celle du loyer de l'argent. Nous avons pu obtenir la baisse du taux de l'escompte de 4 % à 3,5 %, puis à 3,25 %. Certains affirment que c'est peu. Ce n'est pas si peu que cela. Le taux de l'escompte, c'est aussi un prix. Connaissez-vous beaucoup de prix qui aient diminué de 19 % ?

Dans le système de prêt du Crédit National que j'ai organisé pour les entreprises privées, un taux spécial de 7 % sera assuré. C'est encore beaucoup. C'est tout de même moins que les taux actuels.

Nous avons mis sur pied un système semi-libéral. Au lieu que l'Etat fasse tous les investissements ou qu'il s'en désintéresse complètement, nous avons adopté un mécanisme libéral qui consiste à donner une garantie moyenne de 10 %, ce qui permet à l'établissement financier de prendre quelques risques. Cette marge n'entraîne pas le Trésor à des risques inconsidérés. Nous avons, enfin, prolongé le terme de l'investissement de 8 à 15 ans, ce qui était normal. J'entends bien que tout n'est pas fait, et qu'il faudrait peut-être aussi assouplir un peu les formalités et ne pas faire régner dans les opérations de crédits d'investissement, un esprit notarial qui ne correspond pas au dynamisme de l'ère atomique.

Nous avons pris d'autres mesures. Je cite les bonifications d'intérêt pour les entreprises de navigation. Il faudrait aller plus loin et diminuer encore le loyer de l'argent. C'est une œuvre de longue haleine qui exigerait que le Trésor demande moins au marché et que les charges publiques, déjà dimintées, soient encore plus faibles. Si le Trésor était moins demandeur sur le marché, nous pourrions faire des progrès dans le sens de l'argent moins cher.

A côté de ces mesures d'améliorations techniques, il y a aussi les mises de fonds. Nous avons apporté quelque chose dans le jeu : Les prêts du Crédit National, qui atteindront 20 milliards, ont été réservés à l'équipement des affaires privées. Le moyen terme du Crédit agricole a été augmenté de 10 milliards et, de ce fait, porté à 20 milliards. La tranche optionnelle des investissements publics, actuellement engagée, est également de l'ordre de 20 milliards.



J'ajoute, pour mémoire, qu'au même moment, nous avons estimé ne pas devoir négliger un effort supplémentaire pour la jeunesse de France. Nous avons accordé 10 milliards de plus à l'Education Nationale, ce que nos adversaires trouvent encore insuffisant. Mais qu'ont-ils proposé eux-mêmes ? Rien.

Enfin, nous avons pris la décision de pousser jusqu'à la limite du potentiel disponible, les possibilités de la construction

Un mot pour conclure, sur la détaxation des investissements. C'est un sujet très technique. En réalité, le terme est inexact. Les communistes nous disent : « vous détaxez les grosses sociétés ». La question n'est pas là. D'abord il ne s'agit pas de détaxer, mais de ne pas surtaxer. La France est un des rares pays où l'investissement est pénalisé. Car on paie deux fois l'impôt sur la machine qu'on achète et sur le produit qu'on vend. Or, normalement, ce qui a été dépensé dans l'achat du matériel est incorporé dans le prix de vente du produit. Je suis heureux d'avoir pu faire une détaxation de 50 % en octobre, car sans cela nous aurions eu des manifestations de crise dans certaines industries, ce qui m'a été confirmé par les spécialistes. D'autre part, il est faux de dire que ce sont les grandes entreprises qui ont le plus de difficultés pour s'équiper : ce sont souvent les petites et moyennes entreprises qui cherchent les moyens de se moderniser.

On nous reproche aussi : « cet avantage n'est pas sélectif » ; mais c'est inexact. Il y a une sélection automatique puis que cet avantage ne profite qu'aux producteurs fiscaux, donc à des gens qui produisent. De plus, nous en avons exclu les matériels qui ne sont pas véritablement productifs.

Il faut aller plus loin et je suis disposé à suivre la proposition de la Commission des Finances qui, sous la Présidence de notre ami Mendés-France, a proposé la détaxation totale des investissements, sous la seule exception de quelques secteurs qui seront déterminés expérimentalement.

## LE COMMERCE EXTERIEUR

Examinons maintenant le domaine du commerce extérieur

Vous savez l'effort que nous poursuivons. Vous savez aussi ce qu'accomplit Bernard Lafay. Plusieurs parlementaires présents ont bien voulu s'associer à la semaine du commerce extérieur. Vous pourrez les interroger. Ils vous diront que cette semaine a été utile et profitable pour tous, et je tiens à remercier notre ami Ramonet, qui a bien voulu présider la Commission des exportations, qui a suggéré des simplifications et des facilités particulièrement utiles.



Tout cela c'est tout de même quelque chose. Loyer de l'argent, crédits, investissements, cela fait des centaines de milliards que nous jetons dans le jeu économique, tout en maintenant avec la fermeté dont nous sommes capables, la stabilité générale.

Voilà l'amorce du plan de 18 mois. Il faut continuer et résoudre les problèmes jour par jour. Il faut surtout ne jamais oublier de marquer le progrès parallèle du social et de l'économique. Il doit être évident que nos améliorations financières et économiques conduisent à l'amélioration de la condition des travailleurs, et c'est pourquoi j'ai demandé aux organisations professionnelles, syndicales, patronales, commerciales, artisanales et agricoles, de collaborer avec nous sans aucun esprit politique, à une cause commune qui est l'élévation du niveau de vie des Français sur laquelle tout le monde doit se trouver d'accord de bonne foi.

### RÉFORMES ET ÉCONOMIES

Il faudra aussi aborder la montagne. Nous avons escaladé des collines. Nous sommes au pied des grandes falaises. Ce sont les réformes de structure.

Ces réformes, il faut les accomplir. Bien sûr, je sais qu'on doit se méfier de ce qu'on a appelé la « structurite », de ce qu'on a appelé aussi le redressement par les généralités. Nous connaissons quelques exemples de ce genre d'exercice.

Je sais qu'il faut se méfier plus que tout de la tendance mortelle qui consiste à attendre d'avoir tout changé pour commencer d'agir. L'esprit de démesure est en réalité un alibi de l'immobilisme. Je sais aussi, et vous savez comme moi, les difficultés que nous rencontrons.

En théorie, c'est très facile : il suffit de réduire les charges de l'Etat et de supprimer les entreprises marginales. Je ne prends que deux exemples récents. Le Parlement nous demande de faire fonctionner une mine d'or dans l'Aude, qui produit de l'or à 700 francs le gramme, alors qu'il en vaut 420.

Nous assistons, — je m'excuse de parler de ce sujet, car il y a des ouvriers qui en souffriront, mais le bon sens compte aussi — au renversement de cette fameuse recherche de l'or. Maintenant, avec de l'or, on se dit qu'on pourrait faire autre chose. Ainsi 700 millions de notre argent permettront d'entretenir une exploitation déficitaire, et la semaine suivante, un autre cas se présentera.

Les Domaines, administration financière, détiennent des biens confisqués à des collaborateurs, et parmi eux, un hôtel, l'Hôtel de Paris. On nous reproche : « Pourquoi voulez-vous



le vendre ? ». L'Etat n'est pas hôtelier. Il a beaucoup à faire avec les Charbonnages, l'Electricité de France, et avec d'autres entreprises qu'on a nationalisées. Il peut être justifié de nationaliser l'énergie, mais certainement pas un hôtel. Quand nous disons que nous allons vendre cet hôtel, on me demande : « Non, non, faites-en des bureaux ». Rassurez-vous, je n'en ferai rien.

Vous voyez que tout n'est pas facile, et qu'il faut avoir de la patience. Mais c'est aussi un devoir que d'être patient dans certaines fonctions.

Pour ne pas être trop long, je voudrais vous donner seulement quelques idées générales sur les réformes de structure.

La première, c'est la diminution des charges publiques. Il y a longtemps qu'on en parle. Je relisais ce matin le rapport des Experts de Poincaré. Il soulignait : « Il faut diminuer les charges publiques ». De même, mes experts me diront : il faut diminuer les charges publiques.

Voyons les grandes catégories. Economies de gestion administrative. Je crois qu'on pourrait en faire quelques-unes, mais elles seront limitées et il faut nous attendre à ce qu'raisonnablement elles servent surtout à améliorer la condition des serviteurs de la fonction publique. Car il vaut mieux qu'il y ait moins de fonctionnaires ou que leur travail soit mieux organisé et qu'ils aient une situation plus favorable.

Second chapitre, les subventions. Vous pensez que le problème de la S.N.C.F. ne peut pas se résoudre en un jour. Je n'ignore ni l'importance ni la gravité. Ailleurs, il y a l'alcoolisme, les betteraves dont on parle beaucoup. Nous avons pris des solutions modérées, mais elles commencent à porter leurs fruits. La réduction sera de 8 % cette année. Les esprits absolus nous disent : ce n'est rien. Mais avant, qu'avait-on fait ? Rien. Dans quelques années, si on continue sur cette voie, le problème de l'alcool sera résolu.

Nous avons enfin le problème des charges militaires, la guerre d'Indochine. Il ne m'appartient pas ici d'aborder ce grand problème extérieur. Je sortirais de ma compétence, mais je tiens à vous dire qu'il faudra obtenir une diminution de ces charges, si possible par la paix que nous désirons tant. Répondant au discours de Georges Leygue, je puis dire que je ne crois pas qu'il y ait eu des occasions de paix perdues, mais qu'en tout cas tant que nous serons là, mes collègues et moi, il n'y en aura pas.

Il y a également les lourdes charges de la Défense Nationale, dont vous savez combien elles ont augmenté en 1950, une époque où appartenaient au Gouvernement, et dans



postes clefs, des hommes qui nous reprochent aujourd'hui de faire trop de dépenses militaires et pas assez d'investissements.

Il y a quelquefois des responsabilités à prendre quand on est financier et que l'on discute les problèmes militaires. Je ne méconnais certes par les impératifs qui peuvent exister sur le plan militaire. Mais je veux vous dire nettement mon opinion. Aujourd'hui, la véritable défense nationale se place d'abord sur le terrain économique et social. On parle de la détente et j'y crois. J'y crois parce que nous en relevons des signes concordants, et parce qu'il vaut mieux cette situation que l'inverse. Cette détente d'ailleurs pourrait n'être qu'un changement de tension. Les conquêtes que l'on n'entreprendrait pas de faire par la force des armes, pourraient peut-être se faire par la pénétration intérieure, et par l'exploitation du mécontentement. Nous avons senti de tels prodromes de mécontentement, de nervosité dans notre peuple pourtant si calme et de sang-froid. Nous avons tellement senti l'effet que produit moralement la déflation, que si nous persistions à assumer des charges trop lourdes et à arrêter le relèvement de notre économie, nous pourrions retrouver le danger extérieur sous une forme bien différente de celle qui aligne les projectiles modernes et les nouveaux procédés de guerre.

Je crois que nous devons être très attentifs au fait qu'aucune action de notre part en vue d'assurer une défense qui demeure toujours sacrée ne doit compromettre un climat et un ensemble d'éléments sur lesquels nous devons compter jour pour jour, aujourd'hui et demain, pour assurer notre plan d'expansion économique et pour arriver le plus vite possible, dans quelques mois si possible, à un niveau supérieur à celui où existe le grand péril intérieur que j'ai signalé.

Parallèlement à la diminution des charges publiques se trouve une autre réforme de structure : l'allègement des charges de la production. Laffargue en a parlé. Je ne suis pas d'accord avec lui sur la taxe de statistique sur l'énergie, car je veux lui dire amicalement : « vous vous plaignez qu'il y a trop d'impôts, n'en ajoutez pas un nouveau, il sera petit au début et modeste, mais attention ! Nous avons vu aussi la naissance charmante de bébés qui s'appelaient la taxe à la production et la taxe sur le chiffre d'affaires ».

Pour la taxe de statistique qui pénalisera l'énergie et donnera une nouvelle prime aux entreprises qui emploient le moteur des bras et les procédés les plus arriérés, ne nous pressons pas.



Il y a un autre chapitre qui est celui de la suppression des économies de rente. Je reviens à ce que je disais sur le commerce extérieur. Il faut en finir avec le système des primes artificielles aux importations. Il faut en finir avec le système des compensations dans lequel se glissent trop de combinaisons que nous ne pouvons pas malheureusement surveiller.

Nous avons le problème de la meunerie qui est très grave. Les meuniers ont une taxe de mouture de 400 frs. et ils trouvent que c'est peu ; bien sûr, car ils ne disposent, en fait, que de 280 frs., les 120 frs. restant étant distribués par eux aux moulins qui ne travaillent pas. Quand on voudra réformer ce régime on se heurtera à de légitimes intérêts.

Il faut aborder ces problèmes et commencer. Il y a le problème de la redistribution, le problème des halles de Paris. Qui le premier a porté la brèche dans cette citadelle si ce n'est un ministre radical ?

Il faut se prémunir aussi contre un danger ; il est trop facile de parler d'excès de la distribution, de crier haro sur le commerçant. Il ne faut pas revenir à des systèmes de troc qui feront considérer comme un progrès que les paysans arrivent avec leurs carrioles pour vendre leurs produits. Il faut que le commerçant ait sa place dans une économie organisée. S'il y a trop de commerce, les commerces excédentaires et parasitaires disparaîtront dans les conditions d'une économie assainie.

Dans cette œuvre de réforme l'Etat doit demeurer un orienteur. Nous devons assurer le mouvement des mécanismes normaux ; l'assainissement appelle lui-même l'assainissement.

Au fur et à mesure que l'économie française sera plus saine, elle rejettera les toxines qui l'empoisonnent. Ce grand processus est déjà commencé sous vos yeux. Vous dites « il faut que cela change ». Mais chaque chose change chaque jour. Je n'abuse pas des lectures, mais je voudrais vous signaler que dans la revue « Conjoncture » dont l'impartialité est connue, nous lisons ceci : « Les réformes de structure et l'assainissement étant à l'ordre du jour, il importe d'observer que l'assainissement de l'industrie française est déjà amorcé. Tous les rapports économiques des derniers mois le mettent en évidence. De nombreuses entreprises mal équipées ou mal gérées ont dû, soit se moderniser, soit modifier la fabrication ou fermer ou envisager la fermeture. Enfin, dans les grandes branches industrielles, les regroupements et fusions d'entreprises sont nombreux. Cette évolution est un signe de l'efficacité de la politique rénovée en cours. » Quelquefois on fait dire des amabilités, je ne sais si c'est par les radicaux



## LES CRITIQUES FAITES AU PLAN D'EXPANSION

Je voudrais conclure en disant : à ce plan que je viens de vous tracer dans sa simplicité, que peut-on faire comme critiques ? J'ai longtemps cherché et je vous dis franchement que je n'en vois pas. Nul ne peut préconiser une autre politique et, quelle que soit la majorité au pouvoir, elle ne pourrait chercher un autre objectif. Nul, je crois, à des détails près, ne pourra adopter d'autres moyens que ceux choisis par nous.

Quelles sont les critiques ? La première je la connais bien, consiste à dire : votre action est insuffisante, elle est trop lente ; vous avez raison mais il faut aller plus vite et plus loin. Je crois y avoir déjà répondu. Evidemment le premier coup de pioche dans le mur lézardé de l'édifice qui menace ruine, la première pierre d'un bâtiment nouveau, tout cela n'est pas encore l'édifice. Mais il y a une grande différence entre le premier coup de pioche et la première pierre, et l'absence de coup de pioche et de première pierre.

On nous dit aussi, et cela est très sérieux : les conditions politiques ne sont pas favorables, vous n'avez pas une majorité suffisante, vous n'avez pas une majorité orientée assez à gauche, vous n'avez pas une stabilité institutionnelle. Tout cela est vrai. Je crois que ma position est connue sur le problème de la consistance de la majorité, sur le problème de nos rapports avec le Parti socialiste. Excusez-moi de vous rappeler qu'il y a un peu moins de deux ans, je m'exprimais à cette tribune sur ce sujet et vous disais ceci, dont je n'ai pas varié : « j'estime que pour ma part, et je le dis franchement, sans en rejeter la responsabilité sur quiconque, qu'il est regrettable que le Parti socialiste soit en dehors de la majorité républicaine. Voilà pourquoi, je n'ai pu faire l'opération de majorité qu'a faite M. Pinay, mais si elle avait été à faire, ce n'est pas moi qui l'aurais accomplie ».

Les socialistes sont en dehors de la majorité, c'est un fait. Ils sont en dehors du gouvernement, c'est un fait. Est-ce qu'il faut que la France, pour autant, n'ait pas de finances ou pas d'économies ? Les institutions politiques sont insuffisantes, défectueuses, doivent être corrigées, d'accord. Et après ? J'adopte pour ma part la formule suivante : une gestion doit s'exercer au mieux dans les conditions qui lui sont faites. Sans nullement renoncer à améliorer ces conditions, on doit se garder de la plus grave erreur qui est d'attendre pour commencer, d'avoir obtenu toutes les modifications qui semblent désirables et qui seront souvent les résultats de l'action au lieu d'en être les préalables.

C'est dans cet esprit que les hommes sages de notre Parti ont résisté au raz de marée du R.P.F. qui voulait justement



exiger l'absolu et disait : on ne peut rien faire dans ce régime attendons qu'il soit changé. Et qu'est-ce que cela a donné ? La grande aventure du R.P.F. N'aurions-nous pas eu plus de force si nous avions pu, à l'abri de cet excès d'absolu, réunir dès lors à l'époque du Gouvernement de M. Queuille une majorité plus solide et plus cohérente ?

### LE PARTI RADICAL, PARTI DE GOUVERNEMENT ET DE RÉALISATIONS SOCIALES

Le Parti Radical est un parti de gouvernement. C'est au contraire un parti de gauche et ce n'est pas moi, croyez-le et vous le savez, qui le regretterai. Rien ne démontre qu'il soit moins à gauche que le Parti Socialiste. J'ai la conviction que dans la gestion que je vous ai exposée il n'y a rien qui puisse contrarier l'idéal social le plus exigeant, au contraire.

Nous avons fait quelques pas tout de même dans le sens des améliorations sociales, dans la stabilité. Est-ce que beaucoup de coups de gouvernements plus à gauche ont pu obtenir l'amélioration du sort d'un million de travailleurs sans engager la stabilité des prix et la stabilité monétaire ? Evidemment, nous avons fait des réalisations modérées, mais elles sont là. Notre Parti n'a jamais admis la considération défectueuse selon laquelle il y aurait une sorte de politique de gauche qui serait une politique sociale et une politique de droite qui serait une politique financière.

Quand on est de gauche, on doit l'être dans une conception d'ensemble dont le maître reste pour nous Joseph Caillaux que je célébrais aux côtés d'Emile Roche. C'est la rigueur financière qui paiera la générosité sociale et si la générosité sociale n'est pas payée par la rigueur financière, elle n'est payée par rien et elle ne vaut pas plus.

C'est cela la ligne du Parti Radical qu'on nous rappelle à juste titre, tout à l'heure. Social toujours, mais dans le socialisme, dans les comptes, dans la stabilité, dans la simplicité et dans la lucidité. Ici, croyez-moi, je m'excuse de ne pas rester dans le cadre de ma compétence et d'approcher le problème de la politique générale, l'obligation que nous fait notre conscience est conforme à l'intérêt qui est celui de notre Parti. Je n'ai jamais mis avant tout les intérêts de partis, mais nous avons un Parti et nous pouvons considérer celui-ci puisque nous croyons à sa mission.

Vous voulez retrouver le cœur des travailleurs, vous allez vous axer plus à gauche, comment y parviendrez-vous ? Par la surenchère ? Jamais. Vous y trouveriez vos maîtres.



Par des discours ? Mais vous n'avez pas l'auditoire des ouvriers. C'est par les faits, c'est par les actes, c'est par les réalisations... Je ne méconnais pas la force plus grande que nous aurait donné au départ une plus large et meilleure assiette politique, une plus forte adhésion populaire, je ne méconnais pas la fragilité, la méfiance, la nervosité que nous avons rencontrées. Qui, plus que moi, peut savoir que nous aurions gagné à avoir ce que nous n'avons pas eu ? Mais cela n'est pas une raison pour ne rien faire. Croyez-moi, le véritable succès est souvent moins au départ qu'à l'arrivée.

Il y a en Amérique des écoles qui donnent, paraît-il, des diplômes du succès et on voyait dans une pièce américaine un raté qui avait chez lui le diplôme du succès. Mais il n'avait pas réussi... On ne nous a pas donné au départ le diplôme du succès. Eh bien, parce que nous sommes des hommes de devoir, nous nous en passons, et déjà, croyez-moi, certains changements encore peu perceptibles se dessinent — La solidité politique, l'adhésion populaire que nous n'avons pas eues, auraient pu faire le climat de notre effort. — N'oublions pas qu'elles peuvent, un jour, en être la récompense.

---



